

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2025

Table des matières

- Introduction
- Mandat
- Méthode de présentation du rapport
- Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs
- Risques et incertitudes
- Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes
- Approbation des cadres supérieurs
- Annexe A et B

© Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (2026)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.

This publication is also available in English:

Quarterly Financial Report for the quarter ended December 31, 2025 - Secretariat of the National Security and Intelligence Committee of Parliamentarians

CP101-1F-PDF
ISSN 2562-8364

Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction tel que l'exige l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et selon les modalités prescrites par la Directive sur les normes comptables : GC 4400 Rapport financier trimestriel des ministères. Le rapport doit être lu de concert avec le Budget principal des dépenses de 2025-2026 et avec les rapports trimestriels précédents. Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen.

Mandat

La Loi sur le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement constitue officiellement le Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (le Secrétariat). Le Secrétariat soutient le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (le Comité) dans l'exercice de son mandat. Le Comité a pour mandat :

- d'examiner les cadres législatif, réglementaire, stratégique, financier et administratif de la sécurité nationale et du renseignement;
- d'examiner les activités des ministères liées à la sécurité nationale ou au renseignement, à moins qu'il ne s'agisse d'opérations en cours et que le ministre compétent ne détermine que l'examen porterait atteinte à la sécurité nationale;
- d'examiner toute question liée à la sécurité nationale ou au renseignement dont il est saisi par un ministre.

Le Secrétariat veille à ce que, dans le cadre de ces examens, le Comité reçoive en temps opportun les renseignements classifiés pertinents et des conseils stratégiques et spécialisés. Il aide à l'élaboration des rapports du Comité et fournit le soutien voulu en vue d'assurer le respect des exigences en matière de sécurité.

Le Secrétariat a créé un Cadre ministériel des résultats et un répertoire des programmes connexes en 2020-2021 et a commencé leur mise en œuvre en 2021-2022. Vous trouverez des renseignements sur le Cadre ministériel des résultats et le répertoire des programmes dans le Plan ministériel de 2025-26 du Secrétariat.

Méthode de présentation du rapport

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser du ministère accordées par le Parlement et utilisées par le ministère, de manière cohérente avec le Budget principal des dépenses et le budgets supplémentaires des dépenses (lorsqu'applicable) pour l'exercice 2025-2026. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à l'usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Lorsque le Parlement est dissous pour la tenue d’une élection générale, l’article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* autorise le gouverneur général, sous certaines conditions, à émettre un mandat spécial autorisant le gouvernement à retirer des fonds du Trésor. Un mandat spécial est considéré comme un crédit relatif à l’exercice au cours duquel il a été établi.

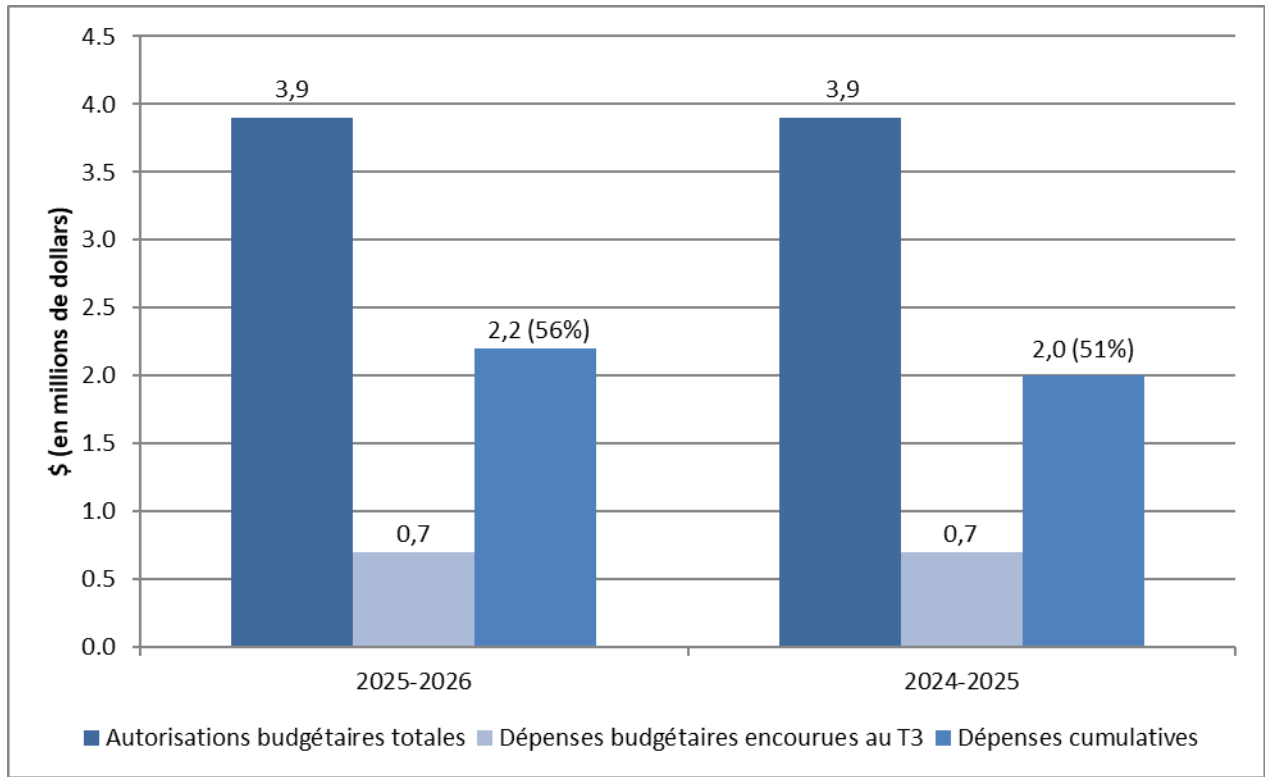
Le Secrétariat utilise la méthode de la comptabilité d’exercice intégrale pour la préparation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur les résultats ministériels. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d’une comptabilité axée sur les dépenses.

Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

Cette section souligne les points importants qui ont contribué à l’augmentation ou la diminution nette des autorisations disponibles pour l’exercice et présente les dépenses réelles pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2025.

Le Secrétariat a dépensé environ 56% de ses autorisations au cours du troisième trimestre, comparativement à 51 % pour le même trimestre de l’exercice 2024-2025 (consultez le graphique 1 ci-dessous).

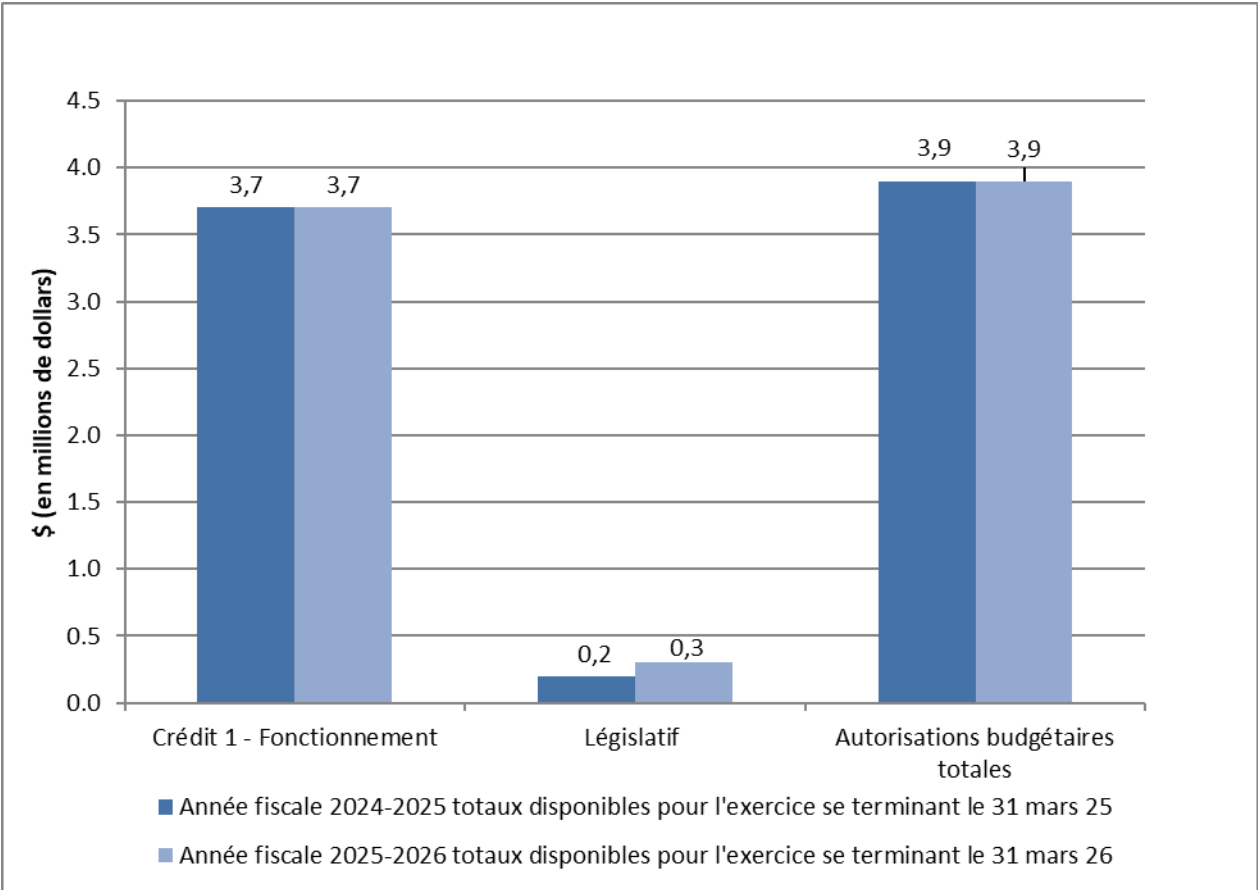
Graphique 1 : Comparaison entre le total des autorisations et le total des dépenses budgétaires nettes aux troisième trimestre des exercices 2025-2026 et 2024-2025



Changements importants apportés aux autorisations

Comme le montrent le graphique 2 ci-dessous (au 31 décembre 2025) et l'Annexe A, présenté à la fin du présent document, le Secrétariat dispose d'autorisations d'utilisation de 3,9 millions de dollars en 2025-2026, comparativement à 3,9 millions de dollars au 31 décembre 2024.

Graphique 2 : Écarts dans les autorisations au 31 décembre 2025



Changements importants apportés aux dépenses trimestrielles

Les dépenses du troisième trimestre ont totalisé 725 000 \$, soit une augmentation de 31 000 \$ (4%) par rapport aux 694 000 \$ dépensés au cours de la même période en 2024-2025. Le tableau 1 ci-dessous présente les dépenses budgétaires par article courant.

Tableau 1 – Comparaison trimestrielle des changements importants aux dépenses, par article courant

Changements importants dans les dépenses par article courant (en milliers de dollars)	Exercice 2025-2026 Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2025	Exercice 2024-2025 Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2024	Variation en \$	Variation en %
Personnel	593	549	44	8 %
Transports et communications	17	13	4	31 %
Information	15	0	15	252951 %
Services professionnels et spéciaux	58	101	(43)	(43 %)
Location	24	24	-	0 %
Achat de services de réparation et d'entretien	7	4	3	74 %
Services publics, fournitures et approvisionnements	6	3	3	99 %
Acquisition de machines et de matériel	5	1	4	633 %
Autres subventions et paiements	0	-	0	n/a
Dépenses budgétaires brutes totales *	725	694	31	4 %

* Les montants ayant été arrondis, leur somme pourrait ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Personnel

L'augmentation de 44 000 \$ est principalement attribuable à une augmentation des équivalents temps plein en 2025-2026, ainsi qu'au calendrier des paiements et des recouvrements salariaux auprès d'autres ministères.

Information

L'augmentation de 15 000 \$ est principalement attribuable à l'augmentation des services d'édition au cours du troisième trimestre de 2025-2026.

Services professionnels et spéciaux

La diminution de 43 000 \$ des services professionnels et spéciaux est principalement attribuable à la diminution des services de soutien aux technologies de l'information, aux services de conférence et à la traduction au cours du troisième trimestre de 2025-2026.

Changements importants apportés aux dépenses cumulatives à la fin du trimestre

Les dépenses cumulatives à la fin du trimestre ont totalisé 2 157 000 \$, soit une augmentation de 181 000 \$ (9%) par rapport aux 1 976 000 \$ dépensés au cours de la même période en 2024-2025. Le tableau 2 ci-dessous présente les dépenses budgétaires par article courant.

Tableau 2 – Comparaison des changements importants aux dépenses cumulatives à la fin du trimestre, par article courant

Changements importants dans les dépenses par article courant (en milliers de dollars)	Exercice 2025-2026 Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre terminé le 31 décembre 2025	Exercice 2024-2025 Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre terminé le 31 décembre 2024	Variation en \$	Variation en %
Personnel	1 493	1 291	202	16 %
Transports et communications	41	14	27	199 %
Information	34	18	16	91 %
Services professionnels et spéciaux	495	568	(73)	(13 %)
Location	71	72	(1)	(1 %)
Achat de services de réparation et d'entretien	7	4	3	74 %
Services publics, fournitures et approvisionnements	9	6	3	51 %
Acquisition de machines et de matériel	5	4	1	25 %
Autres subventions et paiements	1	-	1	n/a
Dépenses budgétaires brutes totales *	2 157	1 976	181	9 %

* Les montants ayant été arrondis, leur somme pourrait ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Personnel

L'augmentation totale de 202 000 \$ est principalement attribuable à une augmentation des équivalents temps plein en 2025-2026, ainsi qu'au calendrier des paiements et des recouvrements salariaux auprès d'autres ministères.

Transports et communications

L'augmentation totale de 27 000 \$ est principalement attribuable à l'augmentation des déplacements par rapport à la même période en 2024-2025.

Information

L'augmentation de 16 000 \$ est principalement attribuable à l'augmentation des services d'édition par rapport à la même période en 2024-2025.

Services professionnels et spéciaux

La diminution totale de 73 000 \$ est principalement attribuable à la diminution des services de soutien à la recherche, à la traduction et aux services de conférence par rapport à la même période en 2024-2025.

Risques et incertitudes

Bien qu'aucune pression financière importante ne soit prévue et que le Secrétariat prévoit de poursuivre ses activités dans le cadre de son enveloppe budgétaire actuelle, des mesures sont actuellement mises en place en prévision de la réalisation des économies de 7,5 % requises pour l'exercice 2026-2027 dans le cadre de l'Examen exhaustif des dépenses.

Changements importants en lien avec les opérations, l'effectif et les programmes

Opérations

Bien qu'aucun changement significatif ne soit prévu, des mesures sont actuellement mises en place en prévision de la réalisation des économies de 7,5 % requises pour l'exercice 2026-2027 dans le cadre de l'Examen exhaustif des dépenses.

Personnel

Bien qu'aucun changement significatif ne soit prévu, des mesures sont actuellement mises en place en prévision de la réalisation des économies de 7,5 % requises pour l'exercice 2026-2027 dans le cadre de l'Examen exhaustif des dépenses.

Programmes

Aucun changement important.

Approbation des cadres supérieurs

Lisa-Marie Inman, Directrice générale
Ottawa, Ontario
Le vendredi 27 février 2026

Arryn Ketter, Dirigeante principale des finances
Ottawa, Ontario
Le vendredi 27 février 2026

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement
 Rapport financier trimestriel
 Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2025

ÉTAT DES AUTORISATIONS (non vérifié) (note 2)

	Exercice 2025-2026			Exercice 2024-2025		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2025	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2024	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
<i>(en dollars)</i>						
Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement	3 679 087	660 390	1 961 524	3 660 787	635 532	1 801 482
Autorisations législatives budgétaires	260 007	65 002	195 005	232 784	58 196	174 588
Autorisations budgétaires totales	3 939 094	725 391	2 156 529	3 893 571	693 728	1 976 070
Autorisations totales	3 939 094	725 391	2 156 529	3 893 571	693 728	1 976 070

Note 1 : N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2 : Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement
 Rapport financier trimestriel
 Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2025

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non vérifié) (note 2)

(en dollars)	Exercice 2025-2026			Exercice 2024-2025		
	Autorisations totales disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2025	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Autorisations totales disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2024	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses:						
Personnel	1 963 728	592 948	1 492 619	1 922 125	548 812	1 290 702
Transports et communications	356 579	16 889	40 924	63 963	12 712	13 567
Information	79 299	15 410	33 844	13 024	6	17 572
Services professionnels et spéciaux	1 446 213	57 615	495 468	1 717 356	100 739	567 995
Location	49 747	23 731	71 194	160 762	23 731	72 202
Services de réparation et d'entretien	23 689	7 278	7 278	-	4 080	4 080
Services publics, fournitures et approvisionnements	19 839	6 479	8 966	8 822	3 016	5 874
Acquisition de machines et de matériel	-	4 679	5 154	7 346	632	4 079
Autres subventions et paiements	-	361	1 082	173	-	-
Dépenses budgétaires brutes totales	3 939 094	725 391	2 156 529	3 893 571	693 728	1 976 070
Dépenses budgétaires nettes totales	3 939 094	725 391	2 156 529	3 893 571	693 728	1 976 070

Note 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.